

Déclaration provisoire du CONEL

Bourrage d'urnes, violences, intimidations, truquages, exclusion, achats de consciences et autres forfaitures ont marqué le déroulement du vote sur l'ensemble du territoire national.

Dans le cadre de sa mission de monitoring du processus de l'élection présidentielle du 1er juin 2003, le Conseil national de surveillance des élections (CONEL) a suivi le déroulement des opérations du vote le 1er juin 2003 sur l'ensemble du territoire national, grâce à ses observateurs et aux réseaux d'électeurs constitués dans le pays.

Le CONEL constate que de nombreuses irrégularités et fraudes massives susceptibles d'entacher considérablement les résultats du scrutin ont marqué la consultation de ce jour. Ces manœuvres grossières ont porté essentiellement sur :

1- L'exclusion des délégués des candidats de l'opposition des bureaux de vote

En violation des articles 101, 102 et 103 du Code électoral, les délégués des candidats de l'opposition n'ont pas été admis dans les bureaux de vote dans un nombre important de circonscriptions électorales. Ces phénomènes ont été constatés notamment dans les régions des Savanes : Tone, Oti, Kpendjal ; dans la région de la Kara : Kozah, Binah, Assoli, Doufelgou ; dans la région Centrale : Tchamba, Blitta, Sotouboua, Tchaoudjo ; dans la région des Plateaux : Haho et Wawa et dans la région Maritime : Zio et Vo. L'absence de ces délégués dans les bureaux de vote n'a pas permis un déroulement impartial, équitable et sincère des opérations.

2- Bourrages et remplacement des urnes

Dans plus de la moitié des bureaux de vote, les urnes ayant servi au scrutin ont été bourrées de bulletins, avant l'ouverture des bureaux de vote. Ailleurs, les urnes ont été remplacées à la fin des opérations par d'autres amenées par les préfets ou les représentants du RPT (parti au pouvoir) dans les localités concernées. Ces faits ont été remarqués dans la quasi-totalité des régions.

2- Interruption du dépouillement

Dans certains bureaux de vote, dans la Kara et la Centrale notamment, lorsque le décompte des voix n'est pas à l'avantage du candidat du RPT, les préfets sont intervenus pour arrêter les dépouillements et emporter manu militari les urnes.

3- Coupure des moyens de communication dans le pays

Les moyens de communication notamment le téléphone et l'Internet ont été coupés entre les différentes localités du pays un peu avant la fermeture des bureaux de vote. Cette coupure a eu une grande incidence notable sur le scrutin; celui de priver les candidats de même que les électeurs de la connaissance des résultats issus des urnes au fur et à mesure des dépouillements dans les différents bureaux de vote.

4- Achat du vote des électeurs

Le CONEL a constaté que dans plusieurs localités du pays, des responsables connus du RPT au pouvoir ont remis de l'argent aux électeurs en vue d'acheter leurs votes. Cette corruption active s'est accompagnée par endroits de remise de bulletins de votes préalablement cachetés au profit du candidat sortant. Le CONEL tient à préciser que les irrégularités massives constatées ont été à l'origine des incidents et violences qui ont émaillé le déroulement du scrutin dans certaines localités du pays et conduit à des arrestations des électeurs au nombre desquels figurent certains collaborateurs (observateurs-électeurs) du CONEL. Dans l'état actuel des choses, il est matériellement impossible pour la CENI chargée de la centralisation et de la proclamation des résultats d'accomplir sa mission.

Eu égard à tout ce qui précède, le CONEL est vivement préoccupée par l'issue de ce scrutin. Intégrant les entraves créées par le pouvoir pour l'empêcher d'entrer en possession des vrais résultats, le CONEL prend de nouvelles dispositions urgentes pour traiter les résultats à la disposition de ses observateurs, qu'il tient à intégrer dans la base de données disponible et consultable sur son site.

Le CONEL invite les populations à la vigilance la plus grande. Il exhorte la jeunesse, les travailleurs et tout le Peuple du Togo à ne pas faire foi à des résultats, quelle qu'en soit la source, qui ne respecteraient pas les normes minimales de crédibilité. Un rapport global sur le déroulement de l'élection, prenant en compte les manipulations et le niveau d'expression réel de l'électoral sera publié, dès que possible.

Restons mobilisés pour la démocratie sur la Terre de nos Aïeux.

Fait à Lomé ce 02 Juin 2003 (3H 50)

Le Comité Exécutif du CONEL

*** Des chars ont chassé les électeurs à Adéwui**

A Adéwui, quartier au nord-ouest de Lomé, réputé habité par des ressortissants de la Kozah, le vote a pris l'allure d'une guerre. En effet vers 15H des chars ont fait irruption avec à bord des militaires fortement armés. Ils ont carrément chassé des gens amassés dans les bureaux de vote pour accomplir leur devoir. Plusieurs électeurs ont été chicotés et obligés à quitter les lieux. Aux dires des témoins, l'interruption du vote a été décidée ainsi lorsque le régime s'est rendu compte que le candidat Eyadéma était dépassé dans ce quartier par Dahuku Péré.

La présence des militaires a été constatée dans d'autres quartiers de la ville. C'est une véritable démonstration de force à laquelle les hommes en armes se sont livrés, sans doute pour intimider les populations qui ont, ces deux dernières semaines, plus que jamais démontré leur aversion contre le régime.

*** Kara : en moyenne 200 bulletins dans les urnes avant l'ouverture des bureaux de vote**

C'est le constat fait par le CONEL et des représentants des candidats de l'opposition dans cette ville tout comme dans les autres préfectures de la région. Puisque les représentants des autres candidats n'ont pas été autorisés à prendre place dans les bureaux, les militants et caciques du RPT présents n'ont pas eu de problème pour commettre leur forfait. Des coups de fils reçus par le CONEL dans l'après-midi entre 15 H et 16 H indiquaient une forte participation, entre 70 et 80 % des inscrits.

- **Les dépouillements interrompus dans plusieurs bureaux dans la Kozah**

D'après la Coordination du CONEL dans la région de la Kara, le Préfet de la localité a fait interrompre les décomptes dans plusieurs bureaux de votes où les choses se montraient en défaveur du général-président. Malgré ces manipulations, les dépouillements ont surpris les sujets d'Eyadéma. C'est ainsi que dans les bureaux où il est constaté que Dahuku Péré était en avance, le Préfet a fait interrompre les décomptes. Les bulletins et les urnes ont été remis aux gendarmes qui les ont emmenés. Les autorités locales ont attribué les scores de manière arbitraire aux candidats. Dans l'ensemble, on accorde 15% à Péré alors que Eyadéma avoisine les 65 à 70 % un peu partout dans la préfecture.

- **Les cybercafés à Lomé fermés, sur pression**

Plusieurs cybercafés ouverts ce dimanche à Lomé ont été obligés à fermer. La plupart n'ont pourtant ouvert leurs portes qu'après la fermeture des bureaux de vote. Dans la soirée, les internautes de la capitale ont constaté avec surprise qu'il n'y avait pas de connexion. Togo Télécom et Café Informatique les deux principaux fournisseurs d'accès à Internet dans le pays ont dû se plier aux ordres du pouvoir. En agissant ainsi, les autorités ont cru empêcher les populations de communiquer autour du déroulement de l'élection. La forfaiture a eu des incidences sur le fonctionnement du réseau mis en place par le CONEL.

² La CENI est bloquée : pas de résultats de l'intérieur du pays

L'appareil de fraude du RPT a fait couper le téléphone dans toutes les villes de l'intérieur du pays. Conséquence, la CENI n'est plus en mesure de collecter les procès verbaux des résultats qui devraient lui parvenir par fax. On se demande dans ces conditions comment le

gouvernement compte arriver à proclamer l'élection de celui qui se considère comme propriétaire du Togo.

*** Fraude massive : les 187 observateurs internationaux sont muets.**

Pour constater la capacité du régime en place à tripatouiller une consultation électorale, le gouvernement a invité des organisations internationales qui ont dépêché des touristes au Togo. Ils sont en tout 187, d'après les officiels. Parmi eux, la moitié serait prise en charge, billet d'avion, hôtel et repas par le contribuable togolais !

Malgré tout ce qu'on a vu hier, aucun de ces observateurs de l'OIF et de l'OUA notamment n'ont pas daigné faire de déclaration. Ils n'oseront pas condamner leur hôte, fieffé tyran et sangsue de la pire espèce.

² Pas de nuit électorale à Lomé : les jeux sont faits

C'est la première fois depuis longtemps. Les élections sont verrouillées. Tout se fait en catimini. En fin d'après-midi, des chars de combats ont pris position aux points névralgiques de Lomé. Et puis la CENI qui doit prendre le relais de l'Administration électorale (ministère de l'intérieur) pour poursuivre le processus n'a pas pris de disposition pour permettre aux populations de vivre l'arrivée des résultats. C'est en effet sans objet, puisque les résultats ne viendront pas.

• Perturbations dans le réseau de téléphone dans tout le pays

Le réseau de téléphonie mobile ne marche qu'à Lomé. Les relais de l'intérieur du pays ont été désactivés. C'est ce que constate le QG du CONEL qui éprouve d'énormes difficultés pour joindre ses commissaires électoraux et observateurs de l'intérieur du pays. La ligne fixe est aussi perturbée. Il va sans dire que c'est un coup du régime pour empêcher l'opposition d'être au fait de ce qui s'est réellement passé dans le pays. C'est vers 19H30 que les anomalies ont commencé. Il est reporté que les déconnexions ont été faites par Togo Télécom sur ordre du ministère de l'intérieur. On imagine mal comment la CENI peut elle-même recevoir les fax, quand la ligne téléphonique est sous contrôle des vautours du RPT.

Pour faire face à cette situation (prévisible) la CNSC prévoit de faire acheminer les résultats par la route. Les résultats de quelques préfectures commençaient à tomber et le CONEL a donné accès à des interfaces séparées du logiciel " présidentielle 2003 " afin de permettre aux candidats de l'opposition d'intégrer dans la base de données leurs propres résultats recueillis, ceci pour faciliter les recoupements et vérifications.

*** Trois observateurs du CONEL arrêtés à Sokodé**

Le pouvoir fait tout pour empêcher les électeurs-observateurs de faire leur travail. A Sokodé ville, à peine deux heures après l'ouverture des bureaux de vote ce matin, trois responsables du CONEL qui supervisent le vote dans la Région centrale ont été interpellés par les agents de la FOSEP. Ils sont gardés au commissariat de la ville. Au chef-lieu de la région centrale plusieurs échauffourées sont signalées. Des électeurs présumés favorables à l'opposition ont été empêchés de voter. Dans l'après-midi, un groupe de jeunes qui menaçaient de mettre le feu aux bureaux de la préfecture ont été violemment réprimés.

- **Bourrages des urnes dans 17 préfectures**

Les bureaux de vote ont été ouverts avec des tas de bulletins à l'intérieur. Telle est la principale observation faite par les observateurs du CONEL dans plusieurs localités du pays. Le rapport de mi-parcours envoyé à Lomé entre 12 H et 15 H mentionne ces irrégularités dans 17 préfectures au total. Le CONEL produira un rapport complet de ses observations dès ce lundi.

- * **Le préfet de Tchamba se substitue aux membres des bureaux de vote**

Dans la préfecture de Tchamba, les bureaux de vote dans les villages ont ouvert avec retard, malgré la disponibilité du matériel. Le préfet avait donné l'ordre de n'ouvrir les bureaux qu'en sa présence. Ce qui a fait que certains bureaux n'ont ouvert qu'autour de 10 heures.

- * **Plusieurs arrestations à Atakpamé**

La FOSEP dans l'Ogou a fait beaucoup de zèle. Cette force spéciale des élections a été chargée de chasser des bureaux de vote, toutes personnes " non détentrices de cartes d'électeurs ou les votants qui attendent sur les lieux ". L'application de cette mesure a engendré un désordre monstre dans les bureaux de vote. Systématiquement les agents ont commencé autour de 9h à vérifier les cartes des personnes aux abords des bureaux de vote. Selon plusieurs personnes interrogées sur place, cette disposition vise à empêcher les populations de suivre entièrement le déroulement des opérations. Cet après-midi, une dizaine de personnes ont été arrêtées à Agbonou, alors qu'elles essayaient d'accomplir leur vote.

- * **Corruption massive des électeurs dans les Plateaux**

Le vote dans la région des Plateaux est marqué essentiellement par la corruption des électeurs. Aux abords des bureaux de votes dans les villes comme Danyi Apéyémé, Malamé, Atakpamé, Amou Oblo, Agou et Kpalimé, des responsables du RPT ont organisé l'achat de consciences. Les observateurs du CONEL ont remarqué la distribution des billets de banque, allant de 1000 F à 5000 F. A Kpalimé on signale que des électeurs sont entrés dans les bureaux avec des bulletins déjà cachetés.

- **Un douanier (opposant) grièvement blessé à Hihietro**

Hihietro, la petite ville dans la préfecture d'Amou a connu l'agression tôt ce matin de Monsieur Amevo Martin par un groupe d'activistes du RPT. Le groupe est entré au domicile du douanier qui selon les témoins aurait fait campagne pour Péré. Il a été battu par les agresseur qui sont partis après avoir endommagé les pneus de la voiture.

- * **Le CONEL dénonce des fraudes massives dans la région de la Kara**

A Kara, le vote a été marqué par des intimidations, le bourrage d'urnes et la chasse aux opposants. Tôt le matin, des groupes d'électeurs étaient sur les lieux avant l'ouverture des bureaux de vote. Les observateurs de la localité ont noté des pressions et intimidations exercées par des personnes postées à l'entrée des écoles servant de bureaux de vote. Au Lycée de Kara, un nommé Tchalla est allé jusqu'à gifler un membre du bureau de vote à qui il reprochait d'être de l'opposition.